

*Questions orales*

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, nous savons parfaitement ce que nous proposons, mais il faudrait que le chef de l'opposition se décide. Il ne peut pas, d'une part, accuser le gouvernement de ne pas consulter les provinces et, en même temps, exiger que tout soit prêt, car pendant que je parlais l'autre jour, je l'ai entendu protester parce que nous donnions suite au programme sans vraiment consulter les provinces. Il demande maintenant que nous en annonçons tous les détails avant que les pourparlers ne soient terminés. Il faudrait qu'il sache s'il veut une consultation oui ou non.

Nous consultons actuellement les provinces. Nous faisons preuve de souplesse à cet égard et nous publierons les détails du programme une fois les consultations terminées. Le chef de l'opposition aura alors le loisir de voir si cela lui plaît ou non.

**M. Clark:** Madame le Président, autrement dit, le gouvernement ignore ce qu'il propose. Il ne peut fournir aucune précision.

## LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a dit au ministre des finances de l'Ontario que ce programme entrerait en vigueur au plus tôt en janvier et que personne ne commencerait à travailler avant janvier au moins. Ce pourrait être plus tard, même en avril. Le ministre des Finances peut-il dire à la Chambre des communes combien de temps il faudra attendre avant que ce programme crée un seul emploi pour un Canadien?

• (1120)

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, tout d'abord, je suis heureux de dire au chef de l'opposition que nous avons déjà investi 1.4 milliard de dollars dans la création d'emplois au Canada et qu'un programme de développement communautaire de 300 millions de dollars entrera en vigueur en novembre. Ce programme créera des emplois en novembre, décembre, janvier et février. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration essaie d'instaurer ce programme supplémentaire le plus rapidement possible, et nous pensons qu'il sera mis en vigueur en janvier. Si nous pouvons le faire démarrer plus tôt, nous le ferons. Je rappelle cependant au chef de l'opposition que nous avons déjà investi plus de 1.4 milliard de dollars pour aider les travailleurs et les chômeurs du Canada à lutter contre le chômage et que cet argent sert déjà à créer des emplois.

**M. Clark:** Madame le Président, cela revient à dire que le gouvernement ignore quand ce programme créera le premier emploi pour un Canadien.

**Des voix:** Bravo!

## LE SORT DES PERSONNES INADMISSIBLES AUX PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, le ministre des Finances sait que d'après les chiffres mêmes du gouvernement, durant les neuf prochains mois, 540,000 autres Canadiens deviendront inadmissibles aux prestations d'assurance-chômage. Cela signifie que durant les 18 prochains mois, si cette tendance s'accroît, plus de un million de Canadiens n'auront plus droit à ces prestations. A titre de solution, nous le voyons promettre à plus de un million de

Canadiens qui ne toucheront plus d'assurance-chômage 60,000 emplois d'une durée de 20 semaines. Que fera-t-il pour venir en aide à l'autre million de Canadiens qui ne pourront pas profiter de ce programme?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, comme le chef de l'opposition semble avoir besoin qu'on lui fasse la traduction ce matin, je lui répondrai en français.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lalonde:** Voulez-vous que ce soit en anglais?

**M. Crosbie:** Pourquoi pas en japonais?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde:** Ce programme que j'ai annoncé en est un de 500 millions de dollars auxquels vont s'ajouter 600 millions de dollars en aide à l'industrie de la construction domiciliaire et aussi à l'expansion du réseau ferroviaire dans l'Ouest. Le programme que j'ai annoncé implique des dépenses de 1.1 milliard de dollars auquel s'ajoute encore une fois comme je l'ai dit tantôt des dépenses déjà approuvées en vertu du budget additionnel de 1.4 milliard de dollars. Le gouvernement canadien cette année a alloué 2.5 milliards de dollars additionnels en vue de la création d'emplois et de programmes pour combattre le chômage. Le gouvernement canadien par ailleurs est fort conscient du fait que ces programmes à eux seuls et que tout l'effort du gouvernement canadien à lui seul ne suffiront pas à éliminer le chômage. Nous réussirons à réduire le chômage dans ce pays pour autant que nous réussirons à enrayer la récession que nous connaissons et à stimuler l'activité du secteur privé, et c'est le message que j'ai donné dans l'adresse que j'ai faite à cette Chambre au début de la semaine, c'est le message que j'ai donné en réduisant les impôts sur des ouvriers, et en n'imposant pas certaines taxes à l'industrie. Je suis très heureux de l'accueil que ces mesures ont reçu dans l'ensemble du Canada, particulièrement dans l'industrie, et j'espère que le secteur privé va en effet pouvoir jouer son plein rôle qui est celui d'assurer la reprise économique dont ce pays a besoin. Le gouvernement du Canada sera là pour fournir le leadership et l'appui nécessaires durant les prochains mois.

\* \* \*

[Traduction]

## QUESTIONS OUVRIÈRES

## L'ARRÊT DE TRAVAIL AU PORT DE VANCOUVER

**M. Chuck Cook (North Vancouver-Burnaby):** Madame le Président, en l'absence du ministre du Travail, j'adresse ma question au premier ministre. Dans le sud de la Colombie-Britannique, un emploi sur dix dépend directement du port de Vancouver—soit 56,000 travailleurs et une masse salariale hebdomadaire de 16 millions de dollars; 3,500 débardeurs et magasiniers ont été mis à pied; 1,336 employés du CN ont été licenciés ainsi que 490 du CP, et d'autres suivront. Bientôt ce sera le tour de 300 manutentionnaires de céréales et, enfin, les manutentionnaires de denrées, qui ont déjà mis 200 travailleurs à pied, en licencieront d'autres prochainement. La baie English est pleine de bateaux qui doivent supporter des frais de surestaries de \$2,500 à \$20,000 par jour. On ne peut laisser cette grève se poursuivre.